Les pays des Grands Lacs voudraient certifier leurs minerais

@rib News, 04/10/2010 â€“ Source AFPLes pays de la rÃ©gion des Grands Lacs d'Afrique centrale (CIRGL) ont adoptÃ© vendredi Ã Nairobi un projet de certification des minerais, une mesure destinÃ©e Ã combattre le commerce illicite qui finance les groupes armÃ©s, notamment dans l'est de la RD Congo.Les ministres des Mines des 11 pays membres de la CIGRL (ConfÃ©rence internationale sur la rÃ©gion des Grands Lacs) ont approuvÃ© un systÃ¨me destinÃ© Ã rendre la filiÃ¨re plus transparente, en particulier dans l'est de la RÃ©publique dÃ©mocratique du Congo (RDC), selon un communiquÃ© diffusÃ© Ã l'issue de la rencontre.
Ce processus prÃ©voit "six instruments", dont l'identification de mines contrÃ´lÃ©es exclusivement par des civils, la vÃ©rification de toutes les Ã©tapes de la filiÃ¨re, de l'extraction aux diffÃ©rents stades de vente (sur place et vers l'Ã©tranger).Il inclut la mise sur pied d'une base de donnÃ©es, qui devrait permettre par exemple de relever d'Ã©ventuelles incohÃ©rences entre les quantitÃ©s achetÃ©es et revendues par un mÃªme comptoir --des discordances souvent synonymes de trafic-- ainsi qu'un systÃ¨me d'audit indÃ©pendant des activitÃ©s des principaux acteurs de la chaÃ®ne. Ce systÃ¨me de certification doit Ã prÃ©sent Ãªtre soumis Ã l'approbation des chefs d'Etat de la CIGRL lors d'un sommet prÃ©vu Ã Kinshasa courant novembre, et devrait Ãªtre opÃ©rationnel d'ici un an, selon le communiquÃ©.Les provinces congolaises du Nord et du Sud-Kivu (Est) sont trÃ¨s riches en minerais, principalement la cassitÃ©rite (minerai d'Ã©tain, utilisÃ© dans la soudure), et le coltan (abrÃ©viation de colombo-tantalite, utilisÃ© dans les tÃ©lÃ©phones et ordinateurs portables, consoles de jeux, etc.)L'exploitation illÃ©gale de nombreuses carriÃ¨res se fait sous le contrÃ´le de groupes armÃ©s actifs dans ces deux provinces, surtout de la rÃ©bellion hutu des Forces dÃ©mocratiques de libÃ©ration du Rwanda (FDLR).De mÃªme, certains officiers de l'armÃ©e congolaise, notamment des membres de l'ex-rÃ©bellion du CongrÃ¨s national pour la dÃ©fense du peuple (CNDP), tirent profit de l'exploitation de certaines mines."La certification donne un cadre permettant aux exportateurs qui le veulent de prouver qu'ils sont dans un circuit lÃ©gal", a expliquÃ© Shawn Blore, architecte du projet et chercheur pour l'ONG Partnership Africa Canada (PAC).Selon M. Blore, ce nouvel instrument peut contribuer Ã assÃ©cher le trafic de minerais illicites, s'il s'accompagne d'une pression continue des consommateurs occidentaux sur les entreprises du secteur Ã©lectronique pour les obliger Ã justifier l'origine de leurs minerais et les pousser Ã acheter des minerais "certifiÃ©s".L'initiative des Grands Lacs s'inscrit dans un contexte plus global: ainsi, l'Organisation de coopÃ©ration Ã©conomique et de dÃ©veloppement (OCDE) met la derniÃ¨re main Ã un "guide" fournissant des "recommandations" aux entreprises du secteur, une approche complÃ©mentaire de celle de la CIGRL, selon M. Blore.Les Etats-Unis ont Ã©galement rÃ©cemment adoptÃ© un texte lÃ©gislatif visant Ã mieux surveiller l'approvisionnement des entreprises enregistrÃ©es sur leur sol en minerais extraits de RD Congo.Enfin, dÃ©but septembre, le prÃ©sident congolais Joseph Kabila a suspendu l'exploitation miniÃ¨re dans trois provinces de l'est du pays dÃ©nonÃ§ant "l'implication manifeste" d'autoritÃ©s locales, provinciales nationales, civiles et militaires, dans le trafic de minerais.